

Synthèse

Calatrava J., Dimitropoulos E., Février R., Fideghelli C., François A., Lauret F., Simantov A., Codron J.-M., Allaya M.

in

Lauret F. (ed.).

Les fruits et légumes dans les économies méditerranéennes : actes du colloque de Chania

Montpellier : CIHEAM

Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 19

1992

pages 227-237

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI920974>

To cite this article / Pour citer cet article

Calatrava J., Dimitropoulos E., Février R., Fideghelli C., François A., Lauret F., Simantov A., Codron J.-M., Allaya M. **Synthèse**. In : Lauret F. (ed.). *Les fruits et légumes dans les économies méditerranéennes : actes du colloque de Chania*. Montpellier : CIHEAM, 1992. p. 227-237 (Options Méditerranéennes : Série A. Séminaires Méditerranéens; n. 19)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

Synthèse

Ce séminaire a donné lieu à la présentation et à la comparaison :

- ❑ d'expériences nationales situées dans des contextes socio-économiques différents autour de la Méditerranée ;
- ❑ de situations spécifiques à des produits importants à la fois pour les producteurs, pour les consommateurs et pour les échanges ;
- ❑ de différentes approches complémentaires, relevant notamment de la nutrition, des technologies de production et de transformation, de l'économie et du marketing, de la politique économique.

Les communications et les débats ont permis :

- ❑ de confirmer le rôle primordial que jouent les fruits et légumes dans les économies méditerranéennes et la place accrue qu'ils y occuperont demain, sous le double effet de la croissance démographique et économique au Sud et à l'Est, de la Réforme de la PAC et de la spécialisation des régions agricoles au Nord ;
- ❑ de dégager les constantes et invariants qui, partout, tiennent aux caractères propres de ces produits, de leurs systèmes productifs et de leurs statuts dans l'alimentation ;
- ❑ de repérer les différences et évolutions les plus significatives dont les causes tiennent à la fois aux innovations techniques (en production, en conservation, en transformation, en transport, en distribution), aux changements des modes de vie et d'alimentation, aux réglementations et aux grandes décisions de politique économique.

Les principales conclusions¹, à la fois positives et opérationnelles, peuvent être regroupées en quatre chapitres :

- 1) la consommation qui, chaque année, résulte des disponibilités, mais, à terme, évolue, en fonction des besoins et du niveau de vie des consommateurs ;
- 2) l'évolution des systèmes productifs, des technologies mises en œuvre et des produits offerts, qui répond, plus ou moins rapidement, aux changements de la demande ;
- 3) le système de transfert des produits, commercialisation et distribution, fortement marqué par le développement des « grandes » surfaces de vente et par la mondialisation des échanges ;
- 4) les échanges internationaux et les politiques économiques spécifiques à ces produits, compromis entre les intérêts des producteurs et ceux des consommateurs, entre les intérêts des pays exportateurs et ceux des pays importateurs.

I. – La consommation

Les consommations ont rapidement progressé depuis 1950 dans les pays industrialisés européens. Les quantités consommées par tête restent cependant inégales, influencées par les habitudes alimentaires et les niveaux des prix. Là où les niveaux de consommation sont les moins élevés, ils tendent à progresser. Toutefois, le marché, en Europe de l'Ouest, est probablement saturé, tout en autorisant des substitutions, peut-être de plus en plus fréquentes et rapides entre des espèces, des variétés, voire des types de présentation pouvant jouer le même rôle pour le consommateur (**Damianos², Demoussis**).

Dans les pays des rives méridionale et orientale de la Méditerranée, les consommations sont fortes lorsque les disponibilités le permettent et les besoins augmentent rapidement avec la croissance de la population (**Allaya**).

Sur le plan diététique, il n'y a pas de contre indication-générale à des niveaux élevés de consommation des fruits et légumes frais (contrairement à d'autres produits alimentaires). Leurs richesses en vitamines, en sels minéraux, en fibres et en eau (**Lintas**) leur confèrent une place éminente dans toutes les recommandations alimentaires scientifiques et officielles (**François**).

La consommation des fruits et légumes frais peut être freinée par des difficultés d'approvisionnement (PVD) et des prix élevés, ou par la crainte de résidus toxiques. Mais l'excellente image globale dont bénéficient ces produits dans l'esprit des consommateurs leur a permis de résister, sans grande difficulté, à la concurrence des produits alimentaires transformés et des desserts « industriels ».

Pour répondre aux désirs et aux craintes des consommateurs, les pouvoirs publics sont conduits à fixer des règles et des normes, visant à assurer la sécurité alimentaire et à inciter à l'amélioration des techniques productives (**De Pascale**), accroissant la qualité des produits.

La qualité, à la fois perçue par les consommateurs (aspect, goût...) et garantie (pour les aspects indécélables par les sens) par le respect des réglementations, par les origines, les labels et les marques, est un moteur décisif de la consommation.

Mais la qualité a un coût et les efforts des producteurs pour accroître la qualité ne peuvent se développer que si le marché les rémunère correctement. Or, pour chaque fruit, pour chaque légume, il s'établit sur le marché une hiérarchie qualitative se traduisant par une hiérarchie des prix. Au sein d'une même espèce, le même jour, dans le même point de vente, les prix des produits peuvent atteindre un écart de 1 à 4, en fonction de la qualité. Un produit cher ne maintiendra son prix élevé que dans la mesure où sa demande progressera au même rythme que son offre. La seule définition économique de la qualité d'un produit réside dans le prix que ce produit obtient sur le marché.

Les producteurs sont donc tenus d'adapter en permanence les produits offerts à l'évolution des demandes souvent volatiles, aux changements de la hiérarchie qualitative qui en résultent et au développement des réglementations qui entérinent les pratiques perçues comme les plus recommandables (**Belbachir, Abak**).

Les politiques alimentaires devraient contribuer à rendre plus objectives les différences de qualité, en homogénéisant les méthodes d'analyse et les pratiques des experts, ainsi qu'en favorisant l'information et l'éducation alimentaires des professionnels et des consommateurs (**François**).

II. – Les systèmes productifs

Les productions se sont fortement accrues dans les pays méditerranéens d'Europe de l'Ouest entre 1950 et 1980. Elles sont aujourd'hui plutôt stables, tout en effectuant des réajustements entre espèces et variétés (**Allaya**). Dans la plupart des autres pays méditerranéens, les productions sont maintenant en forte progression pour répondre à la croissance de la demande interne et aux possibilités d'exportation (**Erkan, Zaki**).

Dans tous les pays méditerranéens, les fruits, et à un degré moindre les légumes, sont destinés en priorité à la consommation en frais. Cependant, les industries de la conserve puis de la surgelation, permettant un étalement de l'offre dans le temps (stockage) et dans l'espace (exportations à grande distance), se sont développées pour répondre à la demande soit de produits prêts à être consommés (*ketchup*), soit à des périodes de l'année où les produits frais sont rares et chers sur le marché (fruits au sirop). La croissance de ces industries est cependant freinée par l'amélioration des disponibilités en produits frais.

1. Pour les produits frais, la réalisation du Marché Commun en Europe et la croissance des échanges intercontinentaux ont en effet favorisé un approvisionnement plus régulier toute l'année. Seuls quelques produits frais, de moins en moins nombreux, sont absents du marché à certaines périodes (asperges, endives, abricots, cerises, clémentines...).

Cette évolution a été permise par la mise en œuvre de progrès techniques parmi lesquels il faut signaler (**Fideghelli**) :

- une meilleure adéquation entre les exigences des cultures et les conditions naturelles (sol, climat) ;
- une amélioration génétique du matériel végétal (porte-greffe, variétés...) responsable de l'amélioration des rendements et de la qualité des produits ainsi que d'un étalement des calendriers de récolte ;
- une protection plus efficace et moins polluante contre les ravageurs (insectes, acariens...) et contre les maladies (champignons, bactéries, virus, mycoplasmes) par l'intégration des méthodes de lutttes chimique, biologique, génétique.

La réduction des risques techniques, induite par ces progrès, a autorisé une spécialisation des bassins de production. Les pays méditerranéens ont ainsi pu accroître leur part du marché des fruits ; les vergers se sont développés sous climat méditerranéen au fur et à mesure des progrès de l'irrigation. Par contre, pour les légumes, la production se répartit entre les régions de climat méditerranéen (qui exportent plutôt de novembre à juin) et celles de climat atlantique (en France, Belgique, Pays-Bas) qui produisent en plein air et sous serre pendant presque toute l'année. Le succès technique et commercial des légumes de serre, notamment aux Pays-Bas et en Belgique (**Meljaard**), symbolise l'échec des pays méditerranéens face à cette concurrence.

La spécialisation des exploitations est allée de pair avec une augmentation de leur taille : développement des grands vergers, des cultures légumières de plein champ, de grandes serres. Mais les grandes exploitations restent vulnérables lorsque subsistent des risques techniques (maladies) et climatiques (gel), des crises et fluctuations des prix, et lorsque le coût de la main-d'œuvre augmente plus vite que la productivité du travail, d'autant plus que les prix des produits stagnent ou diminuent sous l'effet de la concurrence internationale (**Negueroles**).

En effet, le travail représente souvent, malgré les progrès de la mécanisation, plus de la moitié des charges totales tant pour la production que pour le conditionnement. Là où les salaires sont élevés, le travail de la famille de l'exploitant garde, pour les fruits et légumes frais, une grande place et assure la persistance d'une forte majorité d'exploitations familiales.

Néanmoins, les pays où les salaires sont les moins élevés offrent des opportunités de développement de grandes exploitations orientées vers l'exportation (Maroc, Egypte, Chili, Mexique), susceptibles d'engendrer, pour un temps, des profits élevés pour la production et le négoce (**Codron**).

2. Les industries de transformation (tomates et pêches en boîtes, jus, fruits secs, surgelés) se sont développées dans les régions éloignées des grands marchés de consommation, notamment en Italie du Sud, en Grèce, en Turquie, au Portugal. La politique agricole commune a favorisé le développement et la modernisation de ces industries dans les pays de la CEE. Elles sont maintenant tenues de s'adapter à une plus forte concurrence internationale, en augmentant la qualité et la diversité de leurs produits, en recherchant des tailles d'entreprise et des parts de marché qui les rendent moins vulnérables (**De Castro, Monteiro, Oustapassidis**).

III. – Le système de transfert : commercialisation, distribution

Un des traits les plus marquants de l'économie agro-alimentaire actuelle est la place prise en deux ou

trois décennies, dans les pays industrialisés, par les grandes surfaces de vente au détail, notamment en Europe de l'Ouest. Cette situation appelle une concentration de l'offre émanant des producteurs soit par des entreprises coopératives de premier ou de second niveau (coopérative de coopératives), soit par des entreprises privées développant des liens de partenariat-intégration avec les producteurs (**Gualde**).

Néanmoins, dans la plupart des pays, le système de transfert des produits, depuis le champ jusqu'au consommateur, reste complexe. Plusieurs formes de mise en marché et de distribution coexistent selon des proportions différentes en fonction d'une part du poids de ces productions dans le secteur agricole national, d'autre part de la répartition des débouchés entre les marchés intérieur et extérieur (**Rastoin, Aube**).

Porter un jugement en termes d'efficacité sur les systèmes de transfert des fruits et légumes des différents pays, n'a de sens que si on se réfère aux objectifs explicites ou implicites qui ont été visés. Or, ces objectifs dépendent des situations agro-alimentaire et économique des pays. Il est donc peu probable que ces systèmes de transfert évoluent vers une sorte de modèle final qui serait le même partout.

Cependant, quelques traits communs se dégagent :

- pour des raisons de sécurité alimentaire, d'écologie et d'identification des produits, les réglementations publiques et privées (cahier des charges) sont de plus en plus contraignantes pour les producteurs ; les investissements nécessaires sont de plus en plus lourds, tant aux stades de la production et du conditionnement qu'au stade de gros (plates-formes) ;
- l'écart entre les prix payés au producteur et celui payé par le consommateur s'accroît. Dans le cas d'échanges entre pays pauvres et pays riches, le producteur peut ne recevoir que quelques centièmes du prix final, ce qui laisse des marges commerciales stimulantes pour le binôme exportateur-importateur ;
- le pouvoir économique international de la grande distribution s'accroît ; ses stratégies d'approvisionnement conditionnent à terme l'évolution de l'hortofructiculture, de la transformation et du négoce expéditeur dans les différents bassins exportateurs du monde (**Rastoin**) ;
- le développement des échanges intra- et intercontinentaux résulte à la fois des opportunités exploitées par la distribution, de l'activité d'export-import des sociétés opérant au niveau mondial (**Codron**) et du dynamisme des producteurs plus ou moins soutenus par les pouvoirs publics.

IV. – Echanges internationaux et politique économique

On mesure aujourd'hui les conséquences de la création d'une zone de libre échange dans la CEE et des accords avec les pays tiers.

Au sein de la CEE, 40 % des fruits et légumes produits franchissent au moins une frontière. Les pays du Sud (Italie, Espagne, Grèce, Portugal) ont pu développer leurs exportations de fruits et légumes vers l'Europe du Nord et accroître leur part du marché européen, alors que dans le même temps ils augmentaient leurs importations de céréales, d'oléo-protéagineux, de produits laitiers et carnés. La spécialisation des bassins de production est dans la logique du marché unique et accroît le degré d'auto-alimentation de la CEE (**Bacarella, Alvisi**).

Les pays voisins méditerranéens (Maroc, Tunisie, Israël, Egypte, Chypre) ont été victimes de cette intégration européenne (**Saubry, Abdelghani**) dans la mesure où leurs exportations vers la CEE ont souvent régressé. Ils ont dû chercher une difficile diversification de leurs débouchés vers des pays tiers (Scandinavie, Moyen-Orient, Amérique du Nord, Europe de l'Est) (**Stavrou**).

Mais comme l'Europe de l'Ouest reste la grande zone de consommation de fruits et légumes, tous les pays exportateurs du monde souhaitent vendre sur ce marché. En particulier, les pays de l'hémisphère Sud (Chili, Argentine, Afrique du Sud, Australie et Nouvelle-Zélande), qui fournissent des fruits frais de contre saison, visent à prendre une part croissante du marché européen (**Zacharopoulos**).

La mondialisation des échanges n'est pas spécifique aux fruits et légumes. Elle est une conséquence des progrès à la fois des conditions de transport et de conservation, et du libre échange dans le monde (**Simantov**). Mais, dans le secteur des fruits et légumes, l'importance de la main-d'œuvre dans les charges soumet les producteurs des pays à salaires élevés à une rude concurrence. Ils sont donc contraints d'adapter en permanence leurs systèmes productifs à l'évolution de la demande et des offres concurrentes et de s'orienter vers les productions les plus rémunératrices qui sont souvent les plus exigeantes sur les plans agronomique et technique.

Cette situation maintient une demande active à l'égard de la recherche agronomique fruitière et légumière (**Février**). Cette recherche doit mobiliser les nouvelles méthodes et techniques scientifiques en génétique, en agrophysiologie, en protection phytosanitaire, en économie de la production et du marché, afin de permettre aux producteurs :

- d'améliorer la maîtrise technique des processus de production ;
- d'accroître la productivité des facteurs et d'abord du travail ;
- d'améliorer les qualités des produits ;
- de préserver l'environnement.

En ce domaine, un développement de la coopération scientifique entre les pays méditerranéens, dans lesquels les problèmes se posent en termes souvent semblables, est hautement souhaitable (**Février**).

La généralisation de la concurrence entre les producteurs des différentes régions et des différents pays conduit à une évolution permanente de la géographie des productions qui est fonction des conditions naturelles, des conditions économiques, des niveaux des technologies mises en œuvre et des performances commerciales et d'organisation.

Il en résulte des conflits d'intérêts entre les pays qui constituent les enjeux principaux des politiques publiques. Les politiques économiques mises en œuvre sont des compromis entre des positions plus ou moins protectionnistes, et plus ou moins interventionnistes.

Dans une optique libérale, la politique agricole de la CEE ayant pratiqué, depuis les années 1960, un soutien généreux des productions, peut être considérée comme responsable des excédents constatés. Si dans le secteur des fruits et légumes, ces excédents sont restés modestes (comparés à ceux des grandes productions céréalières ou laitières), le financement des retraits a cependant engendré des situations excessives dans certains pays, pour certains produits. Dans cette optique, le rôle de l'Etat consiste essentiellement à élaborer les informations et les règles nécessaires au bon fonctionnement des marchés, à décider et à faire appliquer les réglementations permettant une confrontation claire des offres et des demandes, à l'amélioration des qualités des produits et à la sécurité alimentaire qualitative.

Dans ce contexte, on reconnaît la nécessité, pour les pays des rives Sud et Est de la Méditerranée, d'exporter vers les pays industrialisés des fruits et légumes qui sont presque les seuls produits susceptibles de compenser partiellement leurs inévitables importations de céréales et d'oléagineux (**Simantov**). En particulier sont dénoncées les subventions aux exportations de la CEE qui freinent celles des PVD et, plus généralement, toutes les mesures pénalisant les flux commerciaux des pays tiers méditerranéens vers la CEE (**Abdelghani**).

La CEE étant un grand importateur de fruits et légumes, la recherche d'une préférence communautaire dans ce secteur et d'un degré accru d'auto-provisionnement reste donc une pierre d'achoppement des relations internationales. La réforme de la PAC, en préparation, et les négociations multilatérales dans le cadre du GATT déboucheront vraisemblablement sur un rôle accru du marché dans la régulation de la production et des échanges, sur une diminution du soutien aux produits et de leur protection aux frontières, obligeant les producteurs méditerranéens, tant dans la CEE que dans les pays tiers, à un effort incessant de compétitivité (**Zacharopoulos**).

La libéralisation de la politique agricole de la CEE et la saturation du marché européen marquent sans doute la fin d'une phase de développement du secteur fruitier et légumier en Europe de l'Ouest. Dans les pays tiers méditerranéens, en croissance démographique, ainsi que dans certains pays de l'hémisphère Sud, ce développement se poursuit. Cette évolution pourrait favoriser encore les échanges internationaux, notamment les importations extra-communautaires de l'Europe.

La régulation du secteur par le seul marché pourrait alors engendrer des fluctuations et des crises qui relanceraient l'intérêt de concertations interprofessionnelles et internationales afin de gérer au mieux les complémentarités entre les bassins de production des différents pays (**Lauret**).

Notes

1. Cette synthèse est le résultat d'une table ronde finale à laquelle ont participé Messieurs J. Calatrava (Espagne), E. Dimitropoulos (Grèce), R. Février (CIHEAM), C. Fideghelli (Italie), A. François (France), F. Lauret (France), A. Simantov (CIHEAM). F. Lauret en a assuré la rédaction avec la collaboration de J.M. Codron et de M. Allaya.
2. Les noms entre parenthèses renvoient aux communications et aux interventions lors du colloque.



Sectoral overview

The Seminar on Fruit and Vegetables in the Mediterranean Economies provided an opportunity to present and to compare:

- experiences of countries located around the Mediterranean with different socioeconomic conditions;
- situations linked to major products from the standpoints of production, consumption, and trade;
- different but complementary approaches linked to nutrition, production and processing techniques, economics and marketing, and economic policies.

The papers and discussions highlighted:

- the key role of fruit and vegetables in the Mediterranean economies and their growing importance due to population and economic growth in the southern and eastern Mediterranean countries, reform of the common agricultural policy of the European Economic Community (EEC), and specialization of agriculture in the northern countries;
- common and constant factors related to the inherent features of the Mediterranean commodities and their role in the human diet, and of related farming systems;
- the most significant differences and changes linked to technological innovations (production, storage, processing, transport, distribution), and changes in life style, food habits, regulations, and economic policies.

The main scientific and operational conclusions¹ are presented in four sections:

1. Consumption. Availability may lead to annual variation, but future trends will depend on the standard of living and needs of consumers.
2. Farming systems, technology, and products. Adaptation of these factors to changes in demand is relatively rapid.
3. Marketing and distribution. The systems are conditioned by the development of large-scale retailing and international trade.
4. International trade and economic policies. They represent a compromise between the interests of producers and consumers, and of exporter and importer countries.

I. – Consumption

Consumption has increased rapidly in the industrialized countries of Europe since 1950. However, per capita consumption varies according to food habits and price levels. There is an upward trend in countries with very low consumption. The Western European market as a whole is saturated, but it permits frequent and rapid substitution of almost similar commodities, cultivars, and even packaging (**Damianos², Demoussis**).

In the southern and eastern Mediterranean countries, consumption is high when there is an adequate supply; demand is also increasing rapidly owing to population growth (**Allaya**).

Unlike many other foods, there are no dietary constraints to the consumption of fruit and vegetables. They play an important role in all official and scientific diet recommendations (**François**) because of their high vitamin, mineral, fiber, and water contents (**Lintas**).

Limited supply (e.g., in developing countries), high prices, or fear of toxic residues are constraints to consumption of fresh fruit and vegetables. But the positive image that consumers have of these foods has enabled them to easily withstand competition from processed foods and "industrial" desserts.

Regulations and standards are established to answer the needs and calm the fears of consumers. They ensure safety and encourage producers to upgrade their techniques (**De Pascale**) and thus improve product quality.

Quality is a decisive factor. Consumers recognize it from taste, appearance, and similar factors. Geographic origin, labels, and brand names also influence consumer preference. Other unnoticeable aspects are guaranteed by regulations.

But quality involves costs and producers can only invest in quality improvement if the market ensures adequate returns. Quality grades exist for each fruit and vegetable and these are reflected in the price levels. Quality can lead to enormous—up to fourfold—price differences for the same type of fruit or vegetable, on the same day, and at the same point of sale. An expensive commodity can only command a high price as long as demand rises with supply. The market price is the only economic criterion for quality.

Producers have to constantly adapt their products to often volatile changes in demand. Quality standards and regulations for approved practices are also affected by these changes (**Belbachir, Abak**).

Food policies should aim at an objective perception of quality through uniform analytical and quality control methods. They should promote information and awareness on food quality among professionals and consumers (**François**).

II. – Production systems

The Mediterranean countries in Western Europe experienced high production growth between 1950 and 1980. Production has leveled off, although there are changes in the crop and variety mix (**Allaya**). In most other Mediterranean countries production is increasing rapidly to meet growing domestic demand and export needs (**Erkan, Zaki**).

In all Mediterranean countries fruit and, to a lesser extent, vegetables are mainly intended for the fresh market. However, canning and freezing can extend the shelf life of the products and their distribution (e.g., exports to distant markets). The development of ready-to-eat products and the need to overcome problems of seasonal availability have contributed to the rise of these industries. But their growth is limited by improvements in the supply of fresh commodities.

1. Fresh fruit and vegetables

The establishment of a common market in Europe and the development of intercontinental trade facilitated regular, year-round supply of fresh fruit and vegetables. Only a few commodities—and their number is steadily diminishing—are not available on the market at certain times of the year (asparagus, endive, apricot, cherry, clementine, etc.).

Year-round availability has been made possible by certain technological developments:

- identification of crops with requirements suited to local soil and climate conditions;
- genetic improvement of plant material (rootstock, varieties, etc.) leading to higher yields and better quality and extension of the harvest period;

- more effective and less polluting methods for controlling pests (e.g., insects, mites) and diseases (fungi, bacteria, viruses, mycoplasmas) through integrated pest and disease management (chemical, biological, genetic).

The alleviation of production constraints as a result of these developments has led to specialization in crop production. In the case of fruit, the Mediterranean countries were able to increase their market share through the extension of irrigated areas and subsequent development of orchards. Vegetable production is developed in the Mediterranean regions (which export between November and June) and the Atlantic regions (France, Belgium, The Netherlands), where a combination of outdoor and greenhouse crops ensure year-round production. The technical and commercial success of greenhouse crops, mainly in The Netherlands and Belgium (**Meijaard**), shows the poor competitiveness of the Mediterranean products.

Specialization is accompanied by an increase in farm area with the development of large-scale orchards, vegetable farms, and greenhouses. But these large-scale enterprises are still exposed to risks: disease, unfavorable climate (frost), and price fluctuations and crises. Labor costs are rising faster than productivity in a context where prices are either stagnating or falling due to international competition (**Negueroles**).

Despite increasing mechanization, labor often represents more than half the production and packing costs. In areas where wages are high, family labor makes up a large part of the work force, which ensures the maintenance of many family-run farms, particularly for fresh fruit and vegetables.

Countries with lower wages (Chile, Egypt, Mexico, Morocco) offer possibilities for developing large export-oriented farms. For some years, these farms are likely to yield high profits for growers and commercial enterprises (**Codron**).

2. Processed products

Processing industries (canned tomato and peach, juice, dried fruit, frozen products) have emerged in regions away from major markets, mainly in southern Italy, Greece, Turkey, and Portugal. The common agricultural policy has promoted the development and modernization of industries in the EC countries. The industries seek to overcome tough international competition through quality improvement, product diversification, and identification of scales of operation and market shares that make them less vulnerable (**De Castro, Monteiro, Oustapassidis**).

III. – Marketing and distribution

The most significant development in the food industry during the past two or three decades is the emergence of large-scale retailers in the industrialized countries, mainly in Western Europe. In response to this situation, producers tend to concentrate supply either through cooperatives—including unions of cooperatives—or private companies that integrate the production function through partnerships with growers (**Gualde**).

In most countries, products are still moved from the farm to the consumer through a complex system. Several kinds of market channels coexist depending on the importance of fruit and vegetables in national agriculture and how they are distributed between domestic and export markets (**Rastoin, Aube**).

The efficiency of distribution and marketing systems in different countries can only be judged in relation to their explicit and implicit objectives. These in turn depend on the agricultural, food, and economic situation of a country. It is unlikely that the systems will evolve toward a fixed and uniform model for the region.

However, different national systems share certain common features:

- Regulations (public) and specifications (private) for producers are becoming more stringent for various reasons: food security, ecology, and product identification. Production, packing, and wholesale (mainly, warehouses or *plate-formes*) enterprises therefore need higher investments.
- The difference in price paid to the producer and that paid by the consumer is widening. In the case of trade between poor and rich countries, the grower only receives a minimum amount of the final price, leaving a high margin for exporters and importers.
- The economic clout wielded by large-scale distribution companies is becoming more forceful. Their supply strategies have a decisive impact on fruit and vegetable cultivation, processing, and shipping in the export-oriented regions (**Rastoin**).
- Trade within and between continents has developed because distributors, exporters, and importers operating on an international scale have seized the right opportunities (**Codron**) and also because of the dynamism of growers (with a variable degree of assistance from the state).

IV. – International trade and economic policies

The consequences of the creation of a free-trade area in the European Community (EC) and its relations with non-member countries are being carefully studied.

In the EC 40% of the fruit and vegetables cross at least one frontier. The southern countries (Italy, Spain, Greece, Portugal) were thus able to increase their share in the European market. But they also increased their imports of cereals, oilseed, and milk and meat products. Such specialization in commodities corresponds to the principle of a single market and makes the EC self-sufficient (**Bacarella, Alvisi**).

The neighboring Mediterranean countries (Cyprus, Egypt, Israel, Morocco, Tunisia) have suffered from this integration (**Saubry, Abdelghani**), with a decline in their exports to the EC. They now face the difficult task of diversifying their markets (Scandinavia, Middle East, North America, Eastern Europe) (**Stavrou**).

But Western Europe is still the largest consumer of fruit and vegetables and a highly valued market for exporting countries worldwide. Countries from the Southern Hemisphere (Argentina, Australia, Chile, New Zealand, Republic of South Africa) that supply fresh fruit in the off-season have keen interest in increasing their market share in Europe (**Zacharopoulos**).

Globalization of trade is not confined to fruit and vegetables. It is the result of improved transport and storage conditions and economic liberalization (**Simantov**). But in the fruit and vegetable sector with high labor requirements, growers in countries with high wages are subject to a competitive disadvantage. They are obliged to constantly adapt their cropping systems to changes in demand and competition in supply. They have to switch to crops with high returns which are often input-intensive and require sophisticated techniques.

This situation maintains an active demand for fruit and vegetable crop research (**Février**). The objective is to identify new methods and techniques in genetics, crop physiology, crop protection, agricultural economics, and marketing aimed at:

- better control of crop production techniques;
- higher productivity, particularly labor productivity;
- enhanced product quality;
- efficient environment protection.

The Mediterranean countries, which share the same concerns, should collaborate closely in their research efforts (**Février**).

The spread of competition between growers in different regions and countries is constantly changing the agricultural map, which is shaped by natural conditions, economic conditions, technological level, commercial performance, and general organization.

Conflicts of interest between countries are the main issue of government policies. Economic policies usually combine both protectionist and interventionist measures.

The generous support provided to farmers through the EEC's agricultural policy since the 1960s could be the main factor that has led to surplus production. Although this surplus was relatively moderate for fruit and vegetables compared with large-scale cereal and milk production, the payment of thresholds did lead to uncontrolled situations in certain countries and for certain products. In this context, the role of the state is to mainly provide information and guidelines to ensure efficient operation of markets, to establish and enforce regulations that allow free play of supply and demand forces, to guarantee product quality particularly in terms of food safety.

It is generally recognized that the southern and eastern Mediterranean countries need to export fruit and vegetables as this is the only means available to them to pay for imports of cereals and oilseed (**Simantov**). The EEC is particularly criticized for its export subsidies which give an unfair competitive edge to its member countries vis-à-vis exports from developing countries. Other measures that penalize trade inflow into the EC from non-member Mediterranean countries are also widely condemned (**Abdelghani**).

The EC is a major importer of fruit and vegetables; increasing self-sufficiency and preference given to EC products are stumbling blocks in international negotiations. The planned reform of the common agricultural policy and the multilateral GATT talks are expected to strengthen the role of market forces in regulating production and trade and to reduce farm subsidies and protectionist measures. This should stimulate the Mediterranean growers—in EC and non-EC countries—to strive toward greater competitiveness (**Zacharopoulos**).

The liberalization of the EEC agricultural policy and the saturation of the Western European market marks the end of a development phase in the fruit and vegetable sector in Western Europe. In the non-EC Mediterranean countries with high population growth and in certain countries of the Southern Hemisphere, the sector continues to develop. This could promote further international trade, including imports from non-EC countries.

Market forces could still provoke crises and fluctuations which may call for new arrangements and agreements at an international level between all those involved in the sector as they strive to optimize the complementary nature of agricultural production in different countries (**Lauret**).

Notes

1. This executive summary is the result of the final round table with the following participants: J. Calatrava (Spain), E. Dimitropoulos (Greece), R. Février (CIHEAM), C. Fideghelli (Italy), A. François (France), F. Lauret (France), A. Simantov (CIHEAM). The text was prepared by F. Lauret with the collaboration of J.M. Codron and M. Allaya.
2. The names in parentheses refer to papers and comments by participants.

